

Loi el Khomri et Panama papers, aucun lien ?

Vraiment ?



Alors que le scandale de Panama Papers est le révélateur d'un système gangrené par la finance, où la croissance exponentielle des dividendes, des retraites chapeaux, des salaires mirifiques de PDG, du contournement des règles républicaines (par ceux-là mêmes qui sont les premiers à se draper de toutes les valeurs et vertus de la république comme les Balkani, Cahuzac et consorts) devraient être acceptés comme une règle quasi naturelle, le gouvernement ne trouve rien de mieux à faire que de s'attaquer avec une violence inouïe aux droits des travailleurs et futurs travailleurs au travers de la loi travail, dite el Khomri.

TROP c'est TROP

Les banques et le MEDEF ne doivent plus continuer à faire la loi dans notre pays avec la complicité assumée des Macron-Valls-Hollande et El Khomri. Les parlementaires doivent entendre la voix des salariés et de la jeunesse et REAGIR.

L'avenir, c'est le progrès social et non le contraire.

Panama Papers ou la quintessence d'un système au bénéfice des plus riches.

Au bénéfice de ceux-là même qui nous assènent à longueur de journée et de campagnes médiatiques que la réglementation, les dépenses publiques, les dépenses sociales, le SMIC, les retraites par répartition, la sécurité sociale seraient la source de nos difficultés ?

Peut-on encore croire de tels bobards ? (cf. sur Internet la petite brochure publiée par l'association ATTAC sur les bobards de la loi travail : <https://france.attac.org/nos-publications/brochures/article/petit-guide-contre-les-bobards-de-la-loi-travail>).

A la base du scandale : 11,5 millions de documents provenant de l'entreprise panaméenne Mossack Fonseca, spécialisée dans le montage de sociétés offshore, ont été analysés par un groupement de journalistes.

La presse dévoile une partie seulement de l'iceberg de l'évasion et de la fraude fiscale.

Au passage, il n'est pas inutile de rappeler que les révélations contenues dans les *Panama Papers* ont été rendues possibles par l'action d'un lanceur d'alerte. Il faut protéger les lanceurs d'alerte, qui remplissent une mission d'intérêt public. (Snowden doit être accueilli et protégé en France, ce que refuse

Hollande qui salue pourtant le lanceur d'alerte du Panama... Une pétition de soutien à Antoine Deltour, à l'origine de Lux Leaks, est en ligne. Etc.)

Qu'apprend-on au détour des révélations qui se succèdent actuellement dans la presse européenne ? Au-delà des patronymes plus ou moins connus, des milliardaires en culotte courte, des stars (ou ex-stars) du ballon rond, des chefs d'entreprises, des magnats de la finance, des chefs de gouvernement, des personnalités politiques et vedettes en tous genres : un système savamment construit concernant plusieurs milliers de fraudeurs et qui met sur la sellette de nombreuses banques impliquées dans la création de compagnies *offshore*.

La première fournée des révélations donne 128 dirigeants politiques et douze chefs d'Etat ou de gouvernement, dont six encore en activité. Rappelons également que le Président de la Commission Européenne, le dénommé Junker, soi-disant tête de pont de la lutte contre l'évasion fiscale gouvernait le premier paradis fiscal européen...



Pour la France, ce pays dont le candidat président de 2012 s'érigeait en ennemi de la finance, on découvre qu'aux côtés des habituels Crédit suisse, HSBC et UBS, la Société générale, au travers d'une filiale au Luxembourg, a été l'une des créatrices majeures de compagnies *offshore* via le cabinet Mossack Fonseca.

La Société générale, avec le Crédit suisse, HSBC, UBS et Deutsche Bank, fait ainsi partie du « Top 5 » des banques qui organisent l'évasion fiscale au Panama : elle a fait créer 979 sociétés à Panama pour ses clients. Selon la banque, « ces sociétés dites offshore sont utilisées (...) pour la détention d'avoirs et

recherchées pour leur facilité de mise en place et leur coût modéré de création ».

Pour sa défense, la Société générale affirme « *respecter strictement*

toutes les réglementations des pays dans lesquelles elle est implantée ». Personne ne doute en effet que la banque respecte bien les réglementations (dérisoires) du Panama ou des Îles Caïmans... Mais pourquoi des clients de la Société générale voudraient-ils bénéficier d'une société au Panama, si ce n'est pour frauder le fisc ?

Et au-delà de la France, tous les pays sont concernés, 214 000 entreprises Offshore, plus de 500 banques, des dizaines de personnalités politiques... Il va falloir du temps pour appréhender et décortiquer l'ensemble du système d'évasion fiscale révélé par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ).

Ce que dévoilent ces informations, en provenance d'un seul cabinet d'avocats, est délirant : il s'agit d'une institutionnalisation, au niveau des plus puissants, de l'utilisation de sociétés opaques, à des fins de fraude fiscale ou de blanchiment d'argent, tout cela n'étant permis que par l'opacité.

Ainsi, l'évasion fiscale, c'est au bas mot 25 000 milliards d'euros planqués dans les paradis fiscaux, dont 80 milliards en France, soit le montant du déficit public français (le déficit de la sécurité sociale s'élève, lui, à moins de 15 milliards €).

Il faut aussi avoir bien conscience que le fléau de l'évasion fiscale touche autant les pays du nord que du Sud. L'association Oxfam rappelle que « chaque année, l'évasion fiscale coûte ainsi aux pays pauvres plus de 170 milliards de dollars, alors que 400 millions de leurs habitants n'ont même pas accès à des services de base en matière de santé. »

Ce que montrent ces documents, c'est la sale petite tambouille qui mène à ce résultat. Ces réseaux



d'évasion fiscale basés sur des sociétés Offshore servent en même temps à échapper au fisc et à blanchir l'argent de la drogue. Dans ces petits papiers, la Société Générale côtoie les cartels.

La Société Générale déclare presque deux fois plus de bénéfices au Luxembourg qu'en France, alors même que l'économie luxembourgeoise est 43 fois plus petite que l'économie française...

Il est plus que temps de faire la lumière sur l'activité réelle des entreprises dans les tous les paradis fiscaux et d'adopter en France et en Europe le reporting pays par pays public pour toutes les multinationales !

Ce sont ces mêmes délinquants en col blanc, au portefeuille bien rempli, qui chassent en meute les allocations familiales et le RSA. L'évasion fiscale n'est pas un « dysfonctionnement », mais bien le nerf de la guerre d'une classe sociale mobilisée au-dessus de tous les États pour ne pas contribuer à la solidarité nationale, un « entre-soi », comme le dit si bien Monique Pinçon-Charlot, sociologue, auteure avec son mari Michel de divers livres extrêmement bien écrits sur le gotha et ses petites magouilles.

À chaque scandale révélé, les cris d'orfraie le disputent aux bonnes résolutions, aussi crédibles que la déclaration triomphale de Nicolas Sarkozy en 2009 : « Les paradis fiscaux, c'est terminé. »

Hier, François Hollande a promis des « procédures judiciaires ». Nous voilà rassurés ! Faut-il rappeler l'épisode lamentable et ô combien révélateur du 15 décembre dernier, où la majorité gouvernementale avait fait sciemment capoter en pleine nuit le vote d'un amendement sur le « reporting », au prétexte qu'il serait « préjudiciable à la compétitivité » ? Ou ce rapport intitulé « 50 nuances d'évasion fiscale », dans lequel plusieurs ONG pointent la France du doigt pour son « immobilisme » ?

SÉPARATION DU MEDEF ET DE L'ÉTAT !

Un des slogans que l'on peut lire sur les banderoles contre la loi el Khomri. Les faits nous prouvent que ce slogan n'a rien d'un raccourci.

PANAMA PAPERS, LOI EL KHOMRI, NUIT DEBOUT : DEBATTONS LA CGT VOUS CONVIE TOUS LE 25 AVRIL A 14H EN SALLE 003 A UN FORUM DES LUTTES AVEC UN INSPECTEUR DU TRAVAIL

NUIT DEBOUT
ON NE RENTRE PAS CHEZ NOUS
COOPERATION-DES-INTERES.ORG